



**LOCATION DE DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES
DE PORTIONS REPAS
MAPA/CCP/2025-19**

Marché à procédure adaptée

Article L 2123-1 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché.....	3
Alinéa 1.2 - Forme du marché	3
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	3
Alinéa 2.1 - Autorité contractante.....	3
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	3
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	4
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	4
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché.....	4
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	4
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	5
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ	5
Alinéa 5.1 - Contenu du prix.....	5
Alinéa 5.2 - Prix initiaux.....	5
Alinéa 5.3 – Prix de facturation	5
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	6
Alinéa 6.1 - Proposition de matériel amélioré	6
Alinéa 6.2 - Commandes.....	6
Alinéa 6.3 – Livraison.....	7
Alinéa 6.4 – Réception.....	8
Alinéa 6.5 - Vérifications quantitatives	8
Alinéa 6.6 - Vérifications qualitatives	9
Alinéa 6.7 - Vérifications approfondies	9
Alinéa 6.8 - Admission	9
Alinéa 6.9 - Obligations du Titulaire	10
Alinéa 6.10 - Garantie.....	11
ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	11
Alinéa 7.1 - Caractéristiques demandées :	11
Alinéa 7.2 - Compatibilité.....	11
Alinéa 7.3 Autres prestations.....	12
7.4 – Sécurité et conformité	12
7.5 – Limites de prestation	12
7.6 - Entretien et Maintenance	12
7.7 – Affichage et publicité.....	13
ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD	13
Alinéa 8.1 - Pénalités pour retard de livraison	13
Alinéa 8.2 - Pénalités pour retard d'intervention technique.....	13
ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHÉ	13
Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	13
Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire	14
Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire	14
Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	14
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	14
Alinéa 9.1 – Avance.....	14
Alinéa 9.2 - Retenue de garantie.....	14
Alinéa 9.3 - Modalités de paiement	14
Alinéa 9.4 - Nantissement.....	15
ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	16
ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG/FCS	17

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 9 établissements dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et 8 établissements parties : les Centres Hospitaliers de Beaugency, de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Neuville aux Bois, de Pithiviers et de Sully sur Loire.

Le présent CCP a pour objet de fixer les dispositions administratives et techniques applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- La location hors monétique de 8 armoires réfrigérées de distribution automatique de portions avec ouverture en façade pour la restauration du personnel,
- L'installation et la mise en service de chaque appareil,
- La maintenance des armoires.

Elle concerne **uniquement** le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 1.2 - Forme du marché

Il est composé d'un lot unique.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le marché est arrêté avec un montant maximum de **170 000 € HT sur 4 ans**

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé du paiement est le Trésorier Principal du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans - Centre finances publiques Orléans – centres hospitaliers -9 avenue du président John Kennedy - CS 30043 – 45077 ORLEANS CEDEX 2 -Téléphone : 02 38 25 22 00.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire ;
- Le dossier technique ;
- Le BPU en annexe n°1 (*hors assurance vandalisme qui est pris en charge par le CHU Orléans*).
- L'annexe n°3 : Protocole de sécurité chargement/déchargement
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Les normes et décisions du GEM (Groupe d'Etude des Marchés) applicables aux fournitures, objet du marché, chaque fois qu'il en existe.

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.2.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La modification peut porter sur l'étendue des prestations, sur l'ajout d'un établissement du GHT, d'un site de livraison ou autres.

3.2.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification pour une durée de 4 ans ferme.

Conformément à l'article R 2185-1 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure et la déclarer sans suite pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les frais de manutention jusque dans le local prévu du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

L'installation des appareils, leur mise en service, les séances de formation nécessaires aux utilisateurs, la main d'œuvre, l'hébergement, le déplacement, la fourniture de pièces détachées, et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires seront également compris dans le prix.

Alinéa 5.2 - Prix initiaux

Les prix unitaires mensuels HT sont fermes, non révisables pour toute la durée du marché, comprenant la location, la maintenance totale du matériel, les frais de déplacements et d'hébergements, la main d'œuvre ainsi que la formation des utilisateurs au moment de l'installation.

Alinéa 5.3 – Prix de facturation

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG FCS, les prix facturés prennent en compte la date de commande.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 - Proposition de matériel amélioré

Entre la date de notification du marché et la date de livraison, le titulaire est tenu de proposer à l'administration toute modification ou transformation apportant une amélioration du ou des produits retenus, au prix conclu au titre du présent marché.

L'administration reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, une modification du marché sera conclue entre les deux parties.

Alinéa 6.2 - Commandes

Le bon de commande donne lieu à l'exécution d'un contrat de location d'une durée indiquée au BPU du titulaire, à compter de la mise en service du distributeur.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des nécessités de l'administration, par émission d'un bon de commande, ou, en cas d'urgence, sur ordre téléphonique immédiatement confirmé par un bon écrit.

Le bon de commande précise :

- la référence au marché ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Toute fourniture livrée en dehors d'un bon de commande régulier demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'administration qui ne répond ni de la conservation ni de la restitution de la fourniture.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Alinéa 6.3 – Livraison

6.3.1 Modalités de livraison

Le titulaire du marché devra :

Préciser :

- Son planning de livraison, d'installation et de mise en service du matériel à compter de la date de commande.

S'assurer :

- Sur place et sous sa responsabilité que les locaux où les matériels doivent être installés, sont compatibles avec cette installation.

Fournir :

- Des renseignements très précis d'installation, en regard de tous ces points, et joindre dans la mesure du possible le schéma détaillé de l'implantation proposée.

Le transport, la livraison, l'installation, les raccordements et la mise en service font partie du marché.

6.3.2 - Transport

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS.

- Risques inhérents au transport

En application de l'article 19.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

6.3.3 - Documents à fournir lors de la livraison

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison portant le numéro et la date du bon de commande, l'identification des fournitures livrées, le conditionnement, les quantités des marchandises livrées, la date d'expédition le cas échéant, ou de livraison et d'une manière générale, tous renseignements utiles.

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage également à fournir les éventuels rectificatifs, rédigés **en langue française**, sans supplément de prix.

Alinéa 6.3.4. - Sursis d'exécution de la prestation

Un sursis d'exécution de la prestation peut être accordé par le pouvoir adjudicateur sur demande du titulaire du marché conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS.

Alinéa 6.4 – Réception

Les fournitures seront réceptionnées, reconnues, vérifiées à la livraison, par le responsable restauration ou son représentant.

Le Titulaire est tenu d'être présent au moment de la livraison ou de se faire représenter par un mandataire. L'absence du fournisseur ou de son représentant ne pourra retarder l'emploi des fournitures ; dans ce cas, les quantités ou qualités constatées par l'établissement feront foi en toutes circonstances.

Il est délivré au Titulaire, s'il en fait la demande au moment de la réception, un récépissé provisoire, signé du responsable restauration ou son représentant, ce récépissé ne préjugant pas de l'acceptation définitive de la fourniture livrée.

La signature de l'agent réceptionnaire ou l'établissement d'un récépissé atteste exclusivement de l'entrée des marchandises en magasin. Seul le service de contrôle de l'établissement est habilité à décider de l'acceptation qualitative et quantitative des fournitures.

Alinéa 6.5 - Vérifications quantitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 23 et suivants du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut mettre le Titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Alinéa 6.6 - Vérifications qualitatives

Ces vérifications ont pour but de vérifier conformément aux articles 23 et suivants du CCAG/FCS :

- Les emballages, étiquetage, intégrité,
- La conformité aux conditions du marché, au bon de commande émis.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

Le pouvoir adjudicateur s'assure par de tels vérifications, essais, contrôles analyses, expertises qu'il juge nécessaires, que les fournitures remplissent les conditions du marché et notamment qu'elles sont conformes aux normes obligatoires ou aux échantillons s'il en a été prévu.

Le fournisseur peut être convoqué à ces vérifications et s'y faire entendre. La réception n'est définitive qu'après l'achèvement complet des vérifications en quantité et qualité.

Le pouvoir adjudicateur procède auxdites vérifications, en présence d'un technicien représentant le titulaire, à l'endroit où a lieu la réception des produits.

Le pouvoir adjudicateur se réserve un délai de 15 jours afin de procéder aux dites vérifications.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles seront refusées et devront être remplacées immédiatement par le Titulaire, sur demande écrite par mail, du responsable restauration ou son représentant transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité. Les frais de retour seront à la charge du Titulaire.

Alinéa 6.7 - Vérifications approfondies

Les fournitures devront être livrées conformes aux impératifs de qualité fixés par le marché tels qu'ils sont déterminés par la réponse contenue dans les fiches techniques.

Le Titulaire ne pourra invoquer la responsabilité de(s) entreprise(s) chargée(s) de la livraison pour dégager sa propre responsabilité, en particulier en cas de péremption ou de détérioration du produit due à des conditions de transport ne respectant pas les précautions nécessaires aux produits objets de la consultation.

Alinéa 6.8 - Admission

Les matériels devront être livrés conformes aux impératifs de qualité fixés par le marché tels qu'ils sont déterminés par la réponse contenue dans le dossier technique.

La validation de ces vérifications approfondies sera prononcée lorsque le matériel aura satisfait aux épreuves qui consistent à vérifier ;

- le bon fonctionnement du matériel
- la performance du matériel

Si ces vérifications révèlent que tout ou partie du matériel ne correspond pas aux spécificités du cahier des charge ou n'est pas d'un fonctionnement satisfaisant, la réception ne sera pas prononcée et le prestataire devra régulariser cette situation dans les meilleurs délais.

Si les fournitures ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en état, le pouvoir adjudicateur peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix pouvant aller jusqu'à 50 % selon l'étendue des imperfections constatées.

Le Titulaire est tenu de subir cette réfaction s'il n'est pas en mesure de remplacer sur le champ la fourniture litigieuse. Avis motivé en sera donné au fournisseur par lettre recommandée. Cette lettre fixera, suivant le cas, soit le montant de la réfaction, soit le délai pour l'enlèvement et le remplacement de la fourniture défectueuse refusée.

En cas d'urgence, cet avis sera donné par téléphone et immédiatement confirmé par écrit.

Alinéa 6.9 - Obligations du Titulaire

6.9.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

6.9.2 Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

6.9.3 Assurances

Le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

6.9.4 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

6.9.5 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

Alinéa 6.9.6 Sous-traitance ou co-traitant

En aucun cas, le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Dans le cadre de son offre il devra préciser et / ou déclarer toute co-traitance et / ou sous-traitance à d'autres entreprises.

Alinéa 6.10 - Garantie

La garantie sera totale sur les pièces, main d'œuvre et déplacements hors monétique sur la durée du contrat proposé.

ARTICLE 7 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Alinéa 7.1 - Caractéristiques demandées :

- Ouverture en façade,
- 8 à 10 plateaux minimum indépendants et tournants avec tailles des compartiments réglables suivant la taille de barquettes, assiettes ou autres : fruits...
- Simplicité de remplissage
- Réglage division : de 6 à 18 compartiments
- Réfrigéré avec température programmable (0,+3°C et +8,+12°C)
- Affichage digital extérieur de la température
- Parfaite isolation garantissant une autonomie de 3 h 00 minimum en cas de panne du groupe froid
- Enregistreur pour le contrôle et le suivi de la température de l'enceinte de l'armoire
- Tension d'alimentation 230 V
- Classe consommation A+
- Possibilité sur un même plateau de proposer des produits différents mais de prix identique et / ou une sélection de produits par plateau

Alinéa 7.2 - Compatibilité

La société X-GIL titulaire du marché de la gestion des caisses sur nos selfs actuels au CHUO fournira le matériel d'encaissement préconfiguré (RECO, afficheur, lecteur de badge CHUO et le câblage) qui devra être installé en lieu et place dans chaque distributeur.

La société X-GIL effectuera les paramètres dans RECO pour la prise en compte dans son système d'encaissement de ces distributeurs, du suivi des consommations en temps réel ainsi du mode dégradé en cas de défaillance de la connexion au réseau informatique.

Alinéa 7.3 Autres prestations

La livraison, l'installation et la mise en service des équipements sont à la charge du titulaire.

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché et doit avoir informé le CHU des modifications à apporter et/ou des pré requis afin que celui-ci puisse procéder aux aménagements nécessaires à l'installation du matériel.

Si cette condition n'était pas respectée, le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ne pourrait être tenu responsable des difficultés éventuelles rencontrées par le titulaire à la livraison

7.4 – Sécurité et conformité

Les matériels proposés par les candidats ne devront en aucun cas constituer un danger pour les utilisateurs et devront répondre aux normes de sécurité actuellement en vigueur.

Les matériels proposés seront agréés NF et disposeront du marquage CE.

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et conformément aux prescriptions des décrets, arrêtés et normes en vigueur à la date de l'offre, notamment ceux ci-après :

- Conformité aux Directives Européennes en matière de sécurité des personnes.
- Autres conformités ou compatibilités (sécurité basse tension, compatibilité électro-magnétique etc...).
- Tout autre texte ayant trait à l'objet du marché.

7.5 – Limites de prestation

Le titulaire prévoira outre l'installation :

- L'emballage, le transport et la livraison de l'ensemble de la fourniture,
- L'enlèvement et l'évacuation des emballages, le nettoyage des lieux de travail,
- Le remplacement des matériaux ou des matériels présentant des défauts.
- La mise en service.

7.6 - Entretien et Maintenance

La maintenance du matériel en cas de panne doit **intervenir dans les 48 heures ouvrés (maximum)** suivant l'appel du responsable de l'unité ou de son représentant, **entre 6h 00 à 21h 00, du lundi au vendredi.**

Le titulaire devra proposer un mode dégradé en cas de défaillance du mécanisme du distributeur.

7.7 – Affichage et publicité

Le titulaire peut faire apparaître les inscriptions se rapportant à l'indication de sa raison sociale, ainsi qu'à la nature du commerce.

Néanmoins, les maquettes précisant la nature, les couleurs, les dimensions ainsi que l'emplacement de ces inscriptions, doivent être soumises à l'agrément préalable du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans se réserve le droit d'exiger la suppression de toute publicité qui ne lui paraît pas conforme à ces prescriptions.

ARTICLE 8 – PENALITES DE RETARD

Alinéa 8.1 - Pénalités pour retard de livraison

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de non-respect du délai de livraison.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, un montant forfaitaire de **50 euros HT** sera appliqué par semaine de retard à compter de la seconde semaine de retard suivant la livraison prévue.

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante

Alinéa 8.2 - Pénalités pour retard d'intervention technique

Le titulaire du marché encourt des pénalités sans mise en demeure préalable dès le dépassement du délai de 48 heures ouvrées définies dans le cadre de la prestation de maintenance (sans actions interventions, actions correctives, remplacement du matériel).

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/FCS, un montant forfaitaire de **50 euros HT** sera appliqué par jour de retard à compter de la 72^{ème} heure suivant l'appel du responsable de l'unité ou de son représentant.

Ces pénalités seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément aux articles 29 et 33 du CCAG/FCS.

Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S.

Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 36 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Alinéa 9.1 – Avance

Sans objet

Alinéa 9.2 - Retenue de garantie

Sans objet

Alinéa 9.3 - Modalités de paiement

9.3.1 - Etablissement des factures

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

9.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse postale ou celle de son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

9.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 9.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCP	CCAG/FCS
Article 3.1	CCAG/FCS Article 4.1
Article 5.3	CCAG/FCS Article 10.2.1
Article 8	CCAG/FCS Article 14